

Ecrit par le 3 février 2026

Grand Delta Habitat, fusion, nouveau Comité de direction et production



Vallis Habitat est devenu Grand Delta Habitat le 1^{er} janvier 2023 faisant de la coopérative le premier opérateur local à loyers modérés en Vaucluse et le deuxième en Région. Dans ce même temps la production suit avec l'inauguration du Clos saint Ambroise à Caromb.

A propos de la fusion de Vallis Habitat (bailleur social du Département) avec Grand Delta Habitat, initiée au printemps 2022 et intervenue le 1^{er} janvier 2023 Michel Gontard, président de la coopérative et Xavier Sordelet, directeur-général s'expriment.

Michel Gontard, président de la coopérative explique :

«Ce début d'année marque un tournant dans l'histoire de la coopérative immobilière en rassemblant, depuis le 1^{er} janvier 2023, sous le nom Grand Delta Habitat, les deux principaux acteurs du logement vauclusien. Une décision portée par le Conseil départemental de Vaucluse avec un double objectif :

Ecrit par le 3 février 2026

permettre aux demandeurs de trouver une solution habitat adaptée et accompagner les élus dans leurs projets de construction et de réhabilitation. Depuis 57 ans, la coopérative immobilière a su s'adapter face aux contraintes réglementaires et les obligations légales de son secteur d'activité ainsi qu'à l'émergence de nouveaux besoins des habitants et territoires.»

Xavier Sordelet, directeur-général détaille :

«Cette nouvelle dimension renforce son ancrage dans le Vaucluse et le Grand Sud où Grand delta habitat accompagne aujourd’hui **188 communes** dans leur projet d’habitat social et d’accession à la propriété. La coopérative est présente dans 3 régions: Région Sud Provence-Alpes-Côte d’Azur, Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes, atteignant désormais un total de **38 689 logements**, soit **91 667 personnes** accompagnées dans leur parcours résidentiel. Ainsi, Grand Delta Habitat devient le **premier opérateur local à loyers modérés en Vaucluse** et le deuxième en Région.»



Michel Gontard et Xavier Sordelet DR

Le nouveau Comité de direction

Le nouveau Comité de direction est désormais composé de Xavier Sordelet, directeur-général ; Stéphane Leroy directeur des Relations institutionnelles ; Georges Lemaire secrétaire-général et directeur

Ecrit par le 3 février 2026

d'Axédia ; [Jérôme Vieudrin](#) directeur des systèmes d'information ; [Delphine Miquel](#) directrice des Ressources humaines ; [Rémi Benoît](#) Directeur des Affaires juridiques ; [Reinaldo da Costa](#) Directeur Administratif et financier ; [Jean-Luc Bondon](#) Directeur de développement ; [Henri Lemoine](#) Directeur du patrimoine ; [Lucas Beaujolin](#) Directeur commercial, transformation et accompagnement du changement ; [Véronique Mainharck](#) Directrice des services locatifs ; [Rémi Marti](#) Directeur de la proximité ;

Les nouvelles expertises

Grand Delta Habitat s'ouvre à de nouvelles expertises comme le développement des projets en coeur de territoire ; la Conduite de nouveaux programmes nationaux de renouvellement urbain (NPNRU) ; la Sûreté et la sécurité des personnes et des lieux de vie ; la Transformation et l'accompagnement du changement et le développement des talents.

Inauguration de la résidence Le Clos Saint Ambroise à Caromb

Grand Delta Habitat vient d'inaugurer la résidence [Le Clos Saint Ambroise](#), chemin de Saint-Amboise, à proximité du centre-ville, à Caromb. Il s'agit de 12 villas jumelées, avec jardin, garage privatif intégré et une place de stationnement, le tout implanté sur 1 140m2.

Au rez-de-chaussée on retrouve des pièces fonctionnelles : toilette, placard, grande pièce à vivre avec cuisine et séjour regroupés (pour 6 villas) ou séparés. Les espaces nuit à l'étage proposent trois chambres ainsi qu'une salle de bain avec toilette. [Les Maisons CMI-Caromb](#) sont le promoteur du projet.

Dans le détail

Le chauffage est assuré par une pompe à chaleur air-air qui capte les calories de chaleur présentes dans l'air extérieur pour chauffer le logement, elle est réversible et produit de l'air frais en été. La production d'eau chaude est quant à elle assurée par un chauffe-eau thermodynamique individuel. Les logements répondent à la norme RT 2012 avec un classement énergétique des logements en A et son adaptés aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Financement

Le coût total s'élève à plus de 2,5M€ dont plus de 1,8M€ issus de la Banque des territoires ; 45 000€ de l'Etat ; 17 000€ de la CoVe (Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin) et plus de 139 000€ en fonds propres.

Ecrit par le 3 février 2026



L'inauguration de la résidence Le Clos Saint-Ambroise à Caromb a eu lieu samedi 25 février en présence de Michel Gontard Président de la Coopérative ; Valérie Michelier Maire de Caromb ; Jacqueline Bouyac Présidente de la CoVe et Corinne Testud-Robert, Vice-Présidente du Conseil Départemental de Vaucluse.

Quelques chiffres

Le permis de construire avait été délivré en janvier 2021 pour une mise en location en novembre 2022. 12 villas jumelées constituent la résidence. Il s'agit de T4 d'une surface de 85 à 87m² pour des loyers hors charges de 397 à 458€. Le loyer du jardin est de 15€ s'il s'agit d'un logement Plai (Prêt locatif aidé d'intégration) et de 20€ si le logement est Plus (Prêt locatif à usage social) auquel s'ajoute le loyer du garage de 30€.

La gestion locative

La gestion locative de la nouvelle résidence est assurée par l'agence de Carpentras qui gère actuellement plus de 2 400 logements répartis sur 19 communes : Althen-des-Paluds, Aubignan, Bédarrides, Bédoin, Caromb, Carpentras, Entraigues-sur-la-Sorgue, Le Barroux, Malaucène, Malemort-du-Comtat, Mazan, Monteux, Mormoiron, Pernes-les-Fontaines, Sarrians, Sault, Sorgues, Saint-Pierre-de-Vassols et Vacqueyras.

Ecrit par le 3 février 2026

88 logements sociaux à Caromb en 2024

La résidence Le Clos Saint Ambroise vient compléter l'offre de la Coopérative Grand Delta Habitat sur la Caromb et porte à 76 le nombre de logements sociaux sur la commune. En 2024, ce sont 12 logements supplémentaires qui viendront compléter cette offre locative.

Une gestion de proximité

[Grand Delta Habitat](#) gère 3 046 logements sur les communes d'Aubignan, Beaumes-de-Venise, Bédoin, Caromb, Carpentras, Le Barroux, Loriol-du[1]Comtat, Malaucène, Mazan, Saint-Hippolyte-Le-Graveyron, Saint-Pierre-De-Vassols, Sarrians et Vacqueyras.

Plus d'offre de logements en tissu rural

L'offre locative va s'intensifier sur le territoire de la CoVe avec 236 logements supplémentaires : 43 à Beaumes-de-Venise, 11 à Carpentras, 12 à Caromb, 4 à Loriol du Comtat, 45 à Mazan et 45 à Sarrians.

Ecrit par le 3 février 2026



Ecrit par le 3 février 2026

Grand delta habitat : « Trouvez nous du foncier, nous ferons le reste »



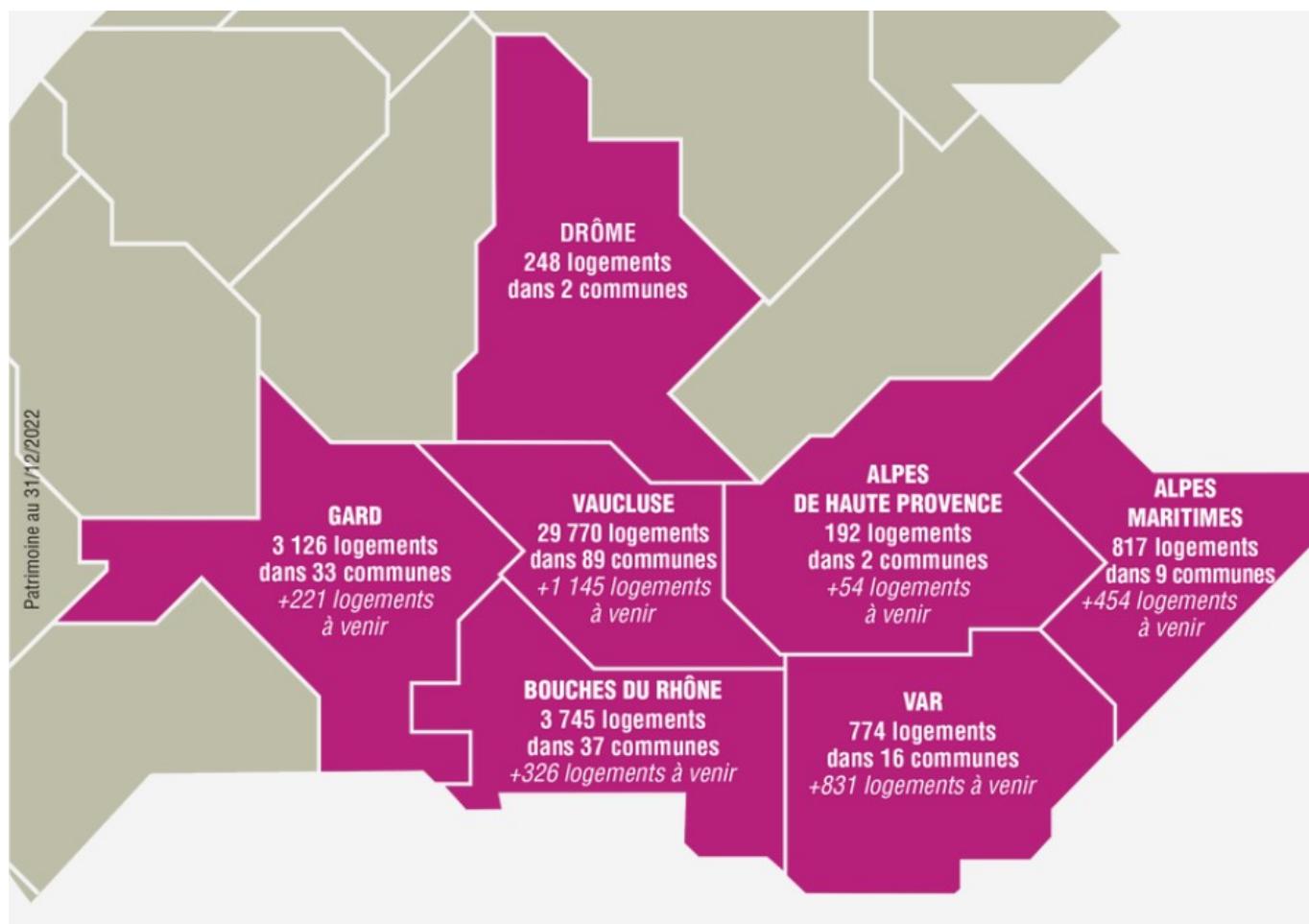
A l'occasion de la présentation de ses vœux 2023, Michel Gontard, président de Grand delta habitat a présenté le bilan de l'année écoulée de la plus grande coopérative HLM de France. Il est aussi surtout revenu sur les perspectives de développement du bailleur avignonnais suite à la [fusion avec Vallis habitat actée en fin d'année dernière](#). L'opportunité pour le président de GDH de faire passer un message aux nombreux élus du territoire présents ainsi qu'aux services de l'Etat afin de se donner les moyens d'atteindre les objectifs voulu

Pour Grand delta habitat (GDH) le 'marathon' des vœux 2023 a débuté le mardi 31 janvier dernier avec ceux du personnel. Ils étaient ainsi plus de 640 collaborateurs, venus d'Avignon et de ses alentours, du Vaucluse mais aussi de Nîmes, Marseille et Nice, à assister en début d'après-midi au parc des expositions de la cité des papes au rappel des temps forts et surtout à la présentation des grands projets 2023 et au-

Ecrit par le 3 février 2026

delà. Il faut dire qu'avec [la récente fusion entre GDH et Vallis habitat](#), le bailleur social du Conseil départemental de Vaucluse, les équipes de la plus importante coopérative HLM sont passées de 378 à 641 salariés. Un nouvel effectif qui a donc eu la primeur des ambitions du nouvel ensemble pour les années à venir que sont venus lui présenter Xavier Sordelet, directeur général de GDH et Michel Gontard, son président.

Dans la foulée de cette journée, Michel Gontard s'est ensuite adressé à plus de 400 élus, entreprises, partenaires et représentants des services de l'Etat ainsi que des collectivités afin leur présenter, à leur tour, les projets de cet acteur local incontournable du logement regroupant désormais 38 689 logements, dont près de 30 000 en Vaucluse (dont 12 000 rien qu'à Avignon), et logeant pas moins de 91 667 personnes dans 188 communes réparties sur 3 régions et 7 départements.



Le parc de logement de GDH est aujourd'hui réparti dans 188 communes, 7 départements et 3 régions.

GDH n'a pas attendu la crise pour avoir de l'audace

Sevré pendant 3 ans de ces moments de convivialité en raison de la crise sanitaire, Michel Gontard a

Ecrit par le 3 février 2026

tenu rappeler que Grand delta habitat n'avait pas attendu la prise de conscience de ces dernières années pour avoir de l'audace.

« Cela fait longtemps que nous avons une offre de logement soutenable prenant en compte la planète et notamment la problématique du dérèglement climatique, insiste-t-il. Dès 2010, nous avons ainsi été les premiers à sortir à Monteux des villas à ossature bois en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En 2012, cela a été le tour de première résidence à énergie positive à Jonquières puis en 2013 la première résidence bas carbone réalisée à Mérindol en matériaux biodégradable avec de la paille de riz Camargue et de la paille de lavande à Mérindol. Un programme primé par le prix 'Coup de cœur du jury - bas carbone' décerné par EDF lors du congrès des HLM. »

Une sensibilisation environnementale depuis renforcée par les conséquences de la crise du Covid. Et le président de GDH de poursuivre : « C'est dans cet esprit que dès le mois de novembre 2020, notre conseil d'administration a décidé que tout logement neuf, qu'il soit acquis ou construit par nous-même, devrait être obligatoirement en classe A ou B. Quant au patrimoine existant, nous avons, de la même manière, demandé à nos équipes que d'ici 2026 au moins 50% de nos logements devraient être classé en A, B ou C. La moitié restante devant être classée au minimum en D. C'est ce que nous avions arrêté pour Grand delta habitat. Aujourd'hui, c'est une ambition que nous étendons à l'ensemble de notre patrimoine et donc de Vallis habitat. »



En avril dernier, Grand delta habitat a lancé [Delta collect'](#), un service de gestion des encombrants, qui met gratuitement à disposition des plus vulnérables tout le nécessaire pour vivre décemment dans un logement (mobilier, vaisselle...). Un second point Delta collect' verra bientôt le jour dans le Vaucluse.

Se soucier des autres

Mettant en avant la dimension sociale et solidaire de GDH, Michel Gontard a également rappelé les différents dispositifs d'aides que le bailleur a initié comme [Delta énergie](#), un nouveau fonds d'aide

Ecrit par le 3 février 2026

destiné à soutenir les ménages face à la crise sanitaire.

« Il s'agit d'accompagner nos locataires qui se demandent comment payer leur loyer mais aussi leur alimentation et leur charge de chauffage. »

Ce fonds d'un montant initial de 400 000€, qui vient compléter les aides de l'Etat comme le chèque énergie, sera porté à 1,065M€ dès 2023 grâce à l'investissement supplémentaire de la Coopérative et la participation d'Action Logement.

Un soutien au locataire les plus fragiles qui passe aussi par le lancement, en avril dernier, de [Delta collect'](#), un service de gestion vertueuse des encombrants, qui met gratuitement à disposition des plus vulnérables tout le nécessaire pour vivre décemment dans un logement (mobilier, vaisselle...). Cette lutte contre la précarité devrait d'ailleurs prochainement déboucher sur la création d'un second point Delta collect' en Vaucluse.

La prise en compte des difficultés de ses locataires a aussi poussé GDH à prendre la soutenabilité des charges. Point d'orgue de cette réflexion le programme [Seul sur mars](#) situé chemin du Pont de la Sable à l'Isle-sur-la-Sorgue. Une solution 'zéro charge' avec un projet de logement totalement autonome de 6 villas.



Le projet 'Seul sur mars' prévoit la création de 6 villas totalement autonome à l'Isle-sur-la-Sorgue.

De nouvelles agences pour renforcer la proximité

Un accompagnement des locataires qui passe aussi par le maintien de services de proximité grâce à l'ouverture de nouvelles agences afin de faire face à l'augmentation du parc de logement suite à la fusion avec Vallis habitat.

« Cette proximité, nous avions déjà décidé de la renforcer au plus fort de cette période difficile par

Ecrit par le 3 février 2026

l'ouverture d'agence de terrain, précise le président de la coopérative. C'est ainsi qu'entre 2020 et 2022 nous avons créé 4 nouvelles agences à Salon-de-Provence, Orange, Nice et Avignon-Les Sources. Maintenant nous ambitionnons de passer de 9 à 15 agences afin de correspondre à la nouvelle taille du parc de logements ainsi qu'à la demande des élus pour répondre aux attentes des locataires en ouvrant des agences à Apt pour le Luberon, Bollène pour le Nord-Vaucluse, une 4^e agence à Avignon et à Toulon notamment. »

La réactivité comme clef du succès ?

« On a compris avec cette crise du Covid que la vitesse et la réactivité que nous allions mettre dans les réponses que nous allions proposer s'avèrent être les conditions essentielles du succès de l'offre que nous apporterons à ceux qui sont dans l'attente de logement sur le territoire qui est le nôtre », poursuit le président de Grand delta habitat dont la structure a dû, justement, faire preuve de réactivité en 2022 avec la fusion du bailleur social du Département : Vallis habitat.

Pourtant disert, Michel Gontard ne s'était jusqu'à présent pas exprimé sur ce rapprochement mené tambour battant durant le courant de l'année dernière.

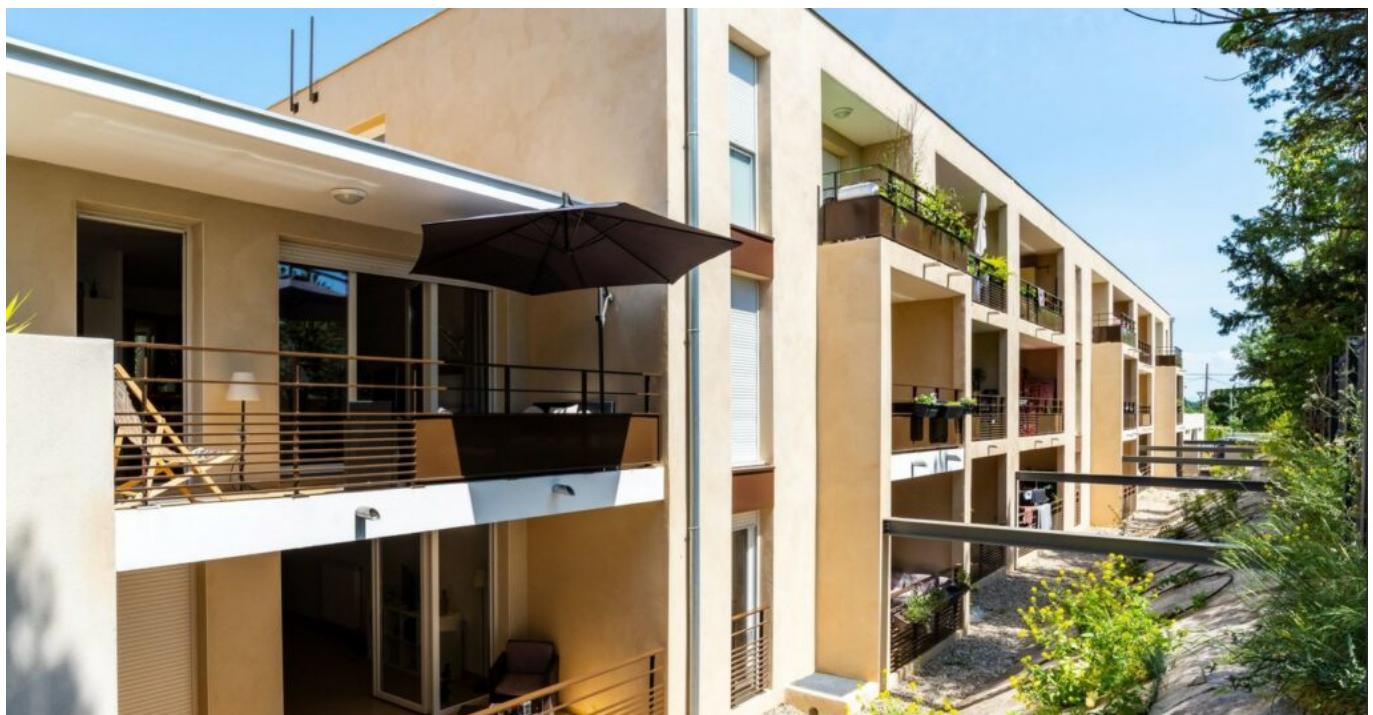
« Nous avons poursuivi notre plan stratégique durant ces 3 années difficiles et puis, fin 2022, il y a eu la fusion avec Vallis habitat qui représente un véritable défi, reconnaît-il. Cette fusion, c'est une opération qui traduit la volonté d'associer, de se réunir. C'est la recherche d'une confiance qui est le véritable ciment de notre réussite. »

Et le président de ce nouveau GDH en version XXL de réaffirmer ses missions et d'afficher ses objectifs : « Après avoir livrés 504 logements cette année et réalisé 152M€ d'investissements, nous avons pour ambitions de disposer d'un parc de 40 000 logements d'ici 2025 (contre 220M€ actuellement). De quoi loger l'équivalent de 100 000 personnes. Il ne s'agit pas de faire la course mais de répondre à la demande de logements et pour cela il nous faudra créer 1 000 logements par an. Nous y arriverons presque cette année avec 954 prévus en 2023. »

« Pour être socialement solidaire, il faut être, en amont, économiquement efficace. »

Michel Gontard rappelle cependant « qu'il faut être économiquement efficace pour être socialement solidaire ». Dans cette optique GDH entend porter son chiffre d'affaires à 250M€ en 2025 afin de pouvoir investir 220M€ sur le territoire afin d'atteindre les objectifs que c'est fixée la coopérative HLM et que les élus souhaiteraient qu'elle réalise.

Ecrit par le 3 février 2026



« Comment y parvenir ? interroge le président de GDH. Il nous faut trouver la confiance des financeurs en faisant valoir notre bonne santé financière. C'est pour cela que nous sommes les premiers dans le monde coopératif à avoir fait appel à des agences d'évaluation financière comme Standards & Poors qui nous délivre un 'A' depuis plusieurs années. Suite à notre fusion, Standards & Poors a d'ailleurs voulu nous re-audité et nous venons, de nouveau, d'obtenir un 'A'. C'est une sécurité pour les financeurs, pour les banques et pour ceux qui font appel à nous. »

Toujours côté finances GDH souhaite ramener le taux de vacances de ses logements de 3,58% à 3% avant la fin de l'année. Un taux qui, avant la fusion, s'élevait à 0,89% pour Grand delta habitat. Même volonté de rigueur avec le taux de recouvrement « qu'il faudra maintenir à 99% minimum » (ndlr : il se montait à 99,40 avant la fusion).

L'indispensable confiance des élus et le soutien de l'Etat

« Pour parvenir à nos objectifs, il nous faut la confiance des élus, insiste le président du bailleur social dont le siège se situe à Avignon. Une confiance qui repose sur cette proximité que nous avons su établir et conserver avec l'ensemble de nos partenaires et les communes avec lesquelles nous avons une histoire en partage. Nous sommes un point d'appui. Le point d'appui sur lequel on peut bâtir ces projets. »

Le président Gontard a profité de la présence de Violaine Démaret, la préfète de Vaucluse, ainsi que celle des nombreux élus à ces vœux pour les exhorter à leur donner « ce point d'appui ».

« Si vous nous procurez du foncier, on pourra faire ce que l'on attend de nous. Trouvez nous du foncier et on fera le reste », martèle-t-il en demandant aussi aux pouvoirs publics et à l'Etat de ne pas raboter les capacités d'autofinancement des bailleurs sociaux. »

Ecrit par le 3 février 2026



Xavier Sordelet, directeur général de Grand delta habitat lors des voeux aux personnels qui ont précédés ceux aux élus.

L'occasion pour Michel Gontard de rappeler la bonne volonté dont a fait preuve GDH dans le cadre du programme Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) où, trouvant que le dossier n'allait pas assez vite, Grand delta habitat a anticipé sur ses fonds propres la requalification de 1 200 logements sur Avignon, dont [le secteur de Saint-Chamand](#) notamment. « Et nous allons continuer avec la réhabilitation des 198 logements de la résidence les Souspirous qui devrait être réalisée d'ici 2024 », annonce le président de la coopérative.

Anru : « On ne peut pas laisser Carpentras. »

Alors que le chantier de l'Anru doit débuter cette année, GDH a constitué une direction spéciale ayant vocation à porter son attention spécifique sur ces chantiers qui concernent la Rocade et Saint-Chamand pour Avignon, où les démolitions ont débuté, mais aussi Cavaillon avec [le quartier du Docteur Ayme](#) ainsi qu'à Orange dans le quartier de l'Aygues.

« Il y a une vraie question : c'est Carpentras, s'inquiète Michel Gontard. On connaît les difficultés de certains quartiers mais on ne peut pas laisser Carpentras comme cela. Nous sommes prêts à participer mais nos fonds propres ne nous permettent pas de le faire seul. Je sais que Carpentras essaye de se rapprocher de l'Anru. » Un appel du pied pour que les services de l'Etat intègre la capitale comtadine dans le dispositif national de requalification urbaine.

Ecrit par le 3 février 2026

De nouveaux outils pour le développement du territoire

Conscient de son rôle d'acteur de l'aménagement de son territoire, GDH a aussi lancé plusieurs outils innovants de développement.

Le premier : la coopérative foncière méditerranée a pour mission de diffuser le bail réel solidaire BRS qui permet de dissocier le foncier et la propriété. « Un dispositif qui permet de payer un loyer pour le foncier et d'être propriétaire de votre immobilier », explique Michel Gontard. Ce dispositif, introduit par la loi Alur, vise ainsi à faciliter l'accession à la propriété des ménages à revenus moyens ou modestes notamment sur les zones où le prix des terrains est élevé et où il est aujourd'hui impossible de proposer des logements à prix abordables et maîtrisés.



Redynamisation des coeurs de villes

« Par ailleurs, nous lançons à Avignon la foncière Commerce avec la Caisse des dépôts-banque des territoires. Il s'agit d'apporter une réponse spécifique à la requalification et la redynamisation des coeurs de villes. »

Le principe : on acquiert les commerces - c'est le travail de la foncière - et GDH achète tout le reste de l'immeuble pour y réaliser des logements. Une foncière avec un bailleur social : il s'agit d'un dispositif inédit en France ayant pour objectif de réinjecter de l'activité commerciale et de proposer conjointement de l'habitat en cœur de ville. Les villes de Cavaillon, Isle-sur-la-Sorgue, Manosque et Salon-de-Provence seraient déjà intéressées par ce concept.

La sécurité pour priorité

Ces vœux ont enfin été aussi le moment où le président de Grand delta habitat a tenu à souligner son attachement à la sécurité « tant pour nos locataires que pour notre personnel » qui s'est traduit par l'installation de 500 caméras de surveillance. Un réseau qui équipera les nouveaux programmes ainsi que

Ecrit par le 3 février 2026

ceux de Vallis habitat.

Par ailleurs, la Coopérative a aussi passé trois accords de partenariats avec la Gendarmerie Zone Défense Sud (depuis 2019), la Police pour sa déclinaison (en 2022) et la Police direction Zonale de sécurité publique Sud.

Enfin, Grand delta habitat qui a déjà réalisé plusieurs casernes de gendarmerie (brigade + logements) à Roquemaure et Rochefort-du-Gard notamment, entend aussi se positionner sur le plan national de création de 200 nouvelles brigades de gendarmerie du ministère de l'Intérieur.



Lors des voeux 2023 de GDH, Michel Gontard a tenu mettre à l'honneur (de gauche à droite) Violaine Démaret, préfète de Vaucluse, Dominique Santoni, présidente du Département, et Cécile Helle, maire d'Avignon.

Ecrit par le 3 février 2026

L'absorption de Vallis Habitat par Grand Delta Habitat aura bien lieu début 2023



Le tribunal administratif de Nîmes a rejeté la requête de l'intersyndicale CGT-FO-CFDT de Vallis Habitat qui dénonçait le vote du Conseil administratif du bailleur social du Département ainsi que la délibération du Département pour la fusion-absorption avec la coopérative Grand Delta Habitat.

On se rappelle aussi qu'en juillet dernier le Comité économique et social de Vallis habitat -ex-Mistral habitat-, en intervenant auprès du Tribunal judiciaire d'Avignon avait essayé de suspendre le projet de fusion-acquisition et avait été condamné aux dépens.

En cause ?

La disparition du logement social du Département au profit de la coopérative [Grand Delta Habitat](#) et le devenir des 300 salariés -dont 147 fonctionnaires- de [Vallis habitat](#) qui avait absorbé, il y a plusieurs années, Avignon-Résidences, le bailleur de la Ville.

Grand Delta Habitat

Désormais Grand Delta Habitat, fort de ses 21 309 logements intégrera le parc de 15 600 logements de

Ecrit par le 3 février 2026

Vallis Habitat, soit un total de 36 909 logements -ce qui est fort bien au vu de la Loi Elan-. En revanche, la coopérative passe de 0,98% à 4% de logements vacants et accueillera désormais plus de 900 salariés -377 déjà dans ses rangs et les environ 550 de Vallis Habitat-.



DR

Travail de Titan

C'est surtout un travail de Titan qui attend Grand Delta Habitat qui devra continuer à faire face à d'importantes opérations de démolition, déconstructions, réhabilitation, rénovation -avec la RE 2020, réglementation environnementale- et aux retards répétés du dispositif Action Cœur de ville dont le financement continue de tarder. Sans parler de la Loi [Climat et résilience](#) et du dispositif [Zan](#) -Zéro artificialisation nette- qui rebat les cartes de la construction.

Qui l'eut cru ?

Grand Delta Habitat c'est, au départ, Vaucluse logement, une entreprise sociale pour l'habitat fondée en 1966. Redevenue coopérative HLM sous le nom de Grand Delta Habitat en 2016, elle est désormais la plus importante de France. Pourquoi ce choix ? Pour son caractère indélocalisable et non opéable puisque les coopératives sont attachées aux territoires qu'elles animent. Elles font d'ailleurs souvent partie des principaux employeurs de la commune ou de la région.

Tentative de prise de contrôle

On se rappelle également de la tentative de main mise de Vilogia Entreprise sur Vaucluse logement qui, toutes deux, avaient entériné ce rapprochement sous le nom de Vilogia Rhône-Méditerranée dans les années 2013 et 2014. Cependant les divergences de vue stratégique n'avaient pas tardé à éclore entre les dirigeants de Vilogia -entreprise nordiste très séduite par un développement rapide dans le Sud-Est de la France- et Michel Gontard, alors président de Vilogia Méditerranée qui avait dû prendre le taureau par

Ecrit par le 3 février 2026

les cornes pour recouvrer sa liberté d'action au sein même d'une entreprise qu'on souhaitait, peut-être, lui dérober.

Grand Delta Habitat en 2021

130,7M€ ; 129M€ investis ; 23,1M€ de résultats réinvestis dans la production ; 52 620 personnes logées ; 21 309 logements dans trois régions : Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur ; 7 départements : Alpes-de-Haute-Provence, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Drôme, Gard, Hérault et Vaucluse, 150 communes, et 8 011 lots en gestion de copropriétés.



DR

Ecrit par le 3 février 2026

Grand Delta Habitat, 'Si l'on veut être socialement solidaire, il faut être, en amont, économiquement efficace'



Alors que l'inflation et l'augmentation des flux impactent de plein fouet les français, Michel Gontard, président de la coopérative [Grand Delta Habitat](#) évoque la mise en place de pare-feu. «Nous sommes reconnus pour notre capacité novatrice, notre implication dans la proximité et dans l'accompagnement des locataires ce qui nous a permis de mobiliser de conséquents moyens financiers.»

«Nos axes de travail ? La prise en compte de l'évolution du climat, la durabilité et la performance des matériaux, l'intégration du logement social dans l'espace public et, plus globalement dans la dimension sociétale de la Cité.»

Une société en perpétuelle évolution

«Nous prenons une part active, même si elle est aussi modeste que minime, aux changements de société, aux événements conjoncturels comme les mouvements migratoires liés aux changements climatiques, aux conflits, et en cela accompagnons nos locataires.»

Une vision du territoire

«En un mot ? Il s'agit de concevoir une vision de territoire que nous proposons aux élus. Ce qui nous a valu d'être choisis par les décisionnaires ? Le dialogue permanent et l'apport de solutions auprès des élus qui sont les architectes de leur territoire. C'est ce qui nous a fait entrer dans nos nouveaux métiers tels

Ecrit par le 3 février 2026

qu'aménageurs. Notre réussite ? L'intégration harmonieuse de résidences ou de maisons dans la ville ou le village en symbiose avec les constructions et infrastructures existantes. A chaque fois, ce sont les élus qui, en nous interrogeant sur leurs problématiques nous ont permis d'évoluer.»

Des jardins partagés pour nourrir le lien

«Si notre société est extrêmement ouverte à la communication, de manière générale, elle s'avère très fermée au niveau individuel. Comment, dans ces conditions, réintroduire le lien entre les gens ? C'est tout l'esprit de la mise en place des premiers jardins partagés, la résidence intergénérationnelle 'Les sources' à Avignon, créée en 2012, un concept qui continue d'essaimer sous la forme de béguinage. C'est aussi toute la raison d'être de la Fondation Grand Delta Habitat, qui est de favoriser les initiatives dans les quartiers où nous sommes présents.»



DR

Le béguinage

«Le béguinage est un lieu de vie dont la création remonte au Moyen-Âge et qui s'est développé plus particulièrement en Europe du Nord. À l'origine, il regroupait des femmes seules qui vivaient dans des communautés religieuses pour se protéger de la société extérieure, tout en continuant à rester active

Ecrit par le 3 février 2026

économiquement et à conserver leur autonomie. Elles logeaient dans des parties communes mais avec, chacune, un lieu bien à elles à disposition. De nombreux projets d'habitat collectif sur l'exemple du béguinage s'adaptent aujourd'hui à la vie des seniors qui désirent vivre en toute indépendance le plus longtemps possible et dans un esprit de convivialité et de partage. «Ce dispositif fait partie de la Loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain), précise Michel Gontard, on est sur des loyers, en maison individuelle, entre 250 et 300€ mensuels avec parking, salle de convivialité qui peut être animé par le CCAS (Centre communal d'action sociale de la commune) ou une association.»

L'innovation technologique

«Nous avons été aussi les premiers, en Vaucluse, à faire du bâtiment basse consommation (BBC) à Monteux, de même pour le bâtiment à énergie positive à Jonquières. Nous avons sortis les premiers bâtiments bio-sourcés, bas-carbone, obtenant un prix national. Maintenant ? Nous démarrons l'opération 'Seul sur Mars'. Si ces opérations ont un coût, elles permettent surtout d'avancer, d'innover et de partager, avec d'autres acteurs du logement, nos retours d'expérience. Un exemple ? Nous sommes en train de travailler sur une douche d'une consommation de 6 litres d'eau qui se récupèrent et se régénèrent systématiquement.»

L'essentiel accompagnement des personnes

«L'accompagnement des personnes est d'une importance capitale. Nous l'avons fait lors des baisses de l'APL (Aide personnalisée au logement) où nous avons pris à notre compte cette baisse à hauteur de 5€ mensuels et par ménage. Nous avons créé un fonds Covid, de 50 000€, en soutien à nos locataires en précarité et, enfin, nous avons gelé le loyer 2021 -les loyers pouvant augmenter de 1 à 3,5% par an, selon l'indice Indice de référence des loyers (IRL). Pour cette année ? IRL étant de 3,5% et la revalorisation de l'APL étant également de 3,5%, nous pouvons estimer que la hausse aura été neutralisée pour les bénéficiaires au titre des loyers mais pas des charges. Or, aujourd'hui, avec la hausse de l'inflation et l'explosion des prix des ressources énergétiques, des locataires vont 'tomber' dans la précarité.»

Nous allons vivre des temps difficiles

«Il y aura des incidences dans le quotidien pour se nourrir, se chauffer, payer son loyer, conserver son logement... Nous avons donc créé un fonds Delta Energie de 400 000€, dévolu à l'augmentation des charges, pour les fluides -chauffage et électricité- et pour l'année 2023. Sa gestion sera orchestrée avec les représentants des locataires tandis que la décision reviendra au Conseil de concertation locative.»

Ecrit par le 3 février 2026



DR

Quels logements pour les travailleurs modestes ?

«Grand Delta Habitat accueille beaucoup de personnes 'fragiles', ce qui est tout à son honneur mais quelle place reste-t-il pour les travailleurs modestes, candidats au logement intermédiaire, trop 'riches' pour bénéficier d'un logement social mais trop pauvres pour accéder au logement privé ? «La solidarité est le fondement de nos actions. C'est vivre ensemble, même si on passe des moments difficiles. Tous, nous avons connu des personnes qui ont eu une vie et qui se sont retrouvés à la rue. Ce sont des fractures de vie : licenciement, chocs économiques, technologiques dus au progrès, ce qui entraîne la disparition d'anciens métiers et l'émergence de nouveaux. Il y a aussi les accidents de la vie à caractère sociétal : les réfugiés politiques tibétains, syriens, afghans et ukrainiens... Et je pose la question : Est-ce que c'est le choix de ces gens de ne pas travailler ? J'en connais plein dont ce n'est pas le choix. Notre ADN ? C'est le logement social, le logement pour tous.»

L'innovation sociale

«C'est Delta Collect, la ressourcerie. 4 mois après son lancement, nous récoltions 300 pièces du lit aux équipements de cuisine, mobilier, vaisselle, jeux pour enfants issus des 428 résidences se situant à 30 minutes d'Avignon. Depuis, 16 familles en très grande difficulté ont pu être aidées. Le coût de ce nouveau service s'élève à 280 000€ -40 000€ de la fondation GDH et 178 000€ de CGLLS Caisse de garantie du logement locatif social -, pour le recrutement, le véhicule et matériel. Le dispositif a reçu le trophée

Ecrit par le 3 février 2026

Opération remarquable 2022 remis par la fédération des Coop HLM.»

Le logement intermédiaire

«Celui-ci reste chez nous, social, puisque nombre de ménages dépassent de quelques euros seulement le seuil du logement social. Pourtant ils n'ont souvent droit à rien, y compris aux bourses pour les études des enfants ou au logement universitaire. Ils nous le disent. Oui, nous avons dans notre patrimoine du logement intermédiaire mais qui reste social.»

Les problèmes ? Le meilleur des carburants

«Les gens porteurs de problématique ne devraient jamais être rejetés car ce sont nos enseignants. A nous de faire face aux problématiques et surtout d'y apporter des solutions. Les problèmes sont le plus important des carburants car ils nous rendent inventifs, nous permettent d'être créatifs, d'être en phase avec les changements de sociétés et, surtout, d'y répondre.»

Grand Delta Habitat en 2021

130,7M€ ; 129M€ investis ; 23,1M€ de résultats réinvestis dans la production ; 52 620 personnes logées ; 21 309 logements dans trois régions : Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur ; 7 départements : Alpes-de-Haute-Provence, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Drôme, Gard, Hérault et Vaucluse, 150 communes, et 8 011 lots en gestion de copropriétés.



DR

Ecrit par le 3 février 2026

Le Département valide la fusion entre Vallis habitat et Grand delta habitat



Le logement social et la fusion entre Vallis habitat et Grand delta habitat ont été au cœur d'une séance-marathon lors de la dernière séance plénière du Conseil départemental de Vaucluse. Si tout le monde semblait s'accorder sur les difficultés du bailleur départemental à assumer son rôle d'aménageur c'est surtout deux visions de l'action politique qui se sont opposées. Avec d'un côté les tenants d'une défense, coûte que coûte, du service public et d'autre part ceux qui privilégièrent la culture du résultat. Avec 18 voix contre 15 et 1 abstention, ce sont ces derniers qui ont emporté la décision.

Quatre heures de débat, 32 délibérations et un dossier-papier de 994 pages pour cette plénière d'automne à Avignon. Avec en amont, devant l'hémicycle de la Rue Viala, dès 9h, un comité d'accueil d'un peu plus d'une centaine de manifestants vent debout contre la fusion-absorption programmée du

Ecrit par le 3 février 2026

bailleur social public Vallis habitat avec la coopérative de droit privé Grand delta habitat.

Cette délibération, la 22e, a pris 2 heures montre en main. Tous les groupes politiques ont pris la parole, certains avec sincérité, d'autres oubliant les dérives qui ont mené l'office départemental dans sa situation actuelle notamment lorsqu'il s'appelait encore Mistral habitat ou lors du rapprochement avec Grand Avignon résidences entraînant principalement une forte dégradation du parc de logement de Vallis habitat.

Auparavant, au milieu des salariés de Vallis habitat en colère manifestant devant l'Hôtel du département, un représentant du Parti ouvrier indépendant démocratique (Poid), tracts en main, Gilbert Saccani : « Il est inacceptable que des biens publics soient ainsi pillés. Il faut arrêter cette politique de destruction du logement social, la dégradation des conditions de vie des habitants et la hausse des loyers ».



Solution rapide et efficace

La présidente de l'exécutif, Dominique Santoni, prend longuement la parole pour expliquer les raisons de cette solution : « Les locataires, encore les locataires, toujours les locataires. C'est à eux que je pense avec ce projet de fusion, motivée que je suis par le service que nous leur devons. Nous les mettons au centre des débats, avec, en Vaucluse, 15 600 logements gérés par Vallis habitat et 13 000 par Grand Delta et des habitants qui attendent qu'on engage d'indispensables rénovations. Il y a un an, le 21 septembre 2021, dans ce même hémicycle nous avons eu un débat, long et riche, vous avez fait les mêmes constats pour Vallis habitat, ses difficultés, son incapacité à remettre en état des milliers d'appartements. »

Elle continue : « Je suis une femme pragmatique qui cherche une solution rapide, efficace, loin de toute posture politique et idéologique. Depuis au moins 2 décennies, notre office public de HLM n'est plus performant, il a cumulé une dette considérable, le parc locatif est en totale déliquescence, Vallis habitat

Ecrit par le 3 février 2026

n'a plus ni les moyens, ni le personnel pour mener à bien toute rénovation. Il faut 450M€ pour réhabiliter le parc, le restructurer en profondeur et procéder à une réelle réhabilitation urbaine de grande envergure. Grand delta habitat a fait ses preuves de compétence, technicité dans les grands chantiers, comme d'autres coopératives dans des villes communistes comme Gennevilliers. Contrairement à la caricature que vous nous présentez, nous ne donnons pas Vallis habitat au grand capital, que je sache la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann est socialiste. »

4 000 logements rénovés d'ici 5 ans

Dominique Santoni précise ensuite les engagements obtenus au fil des négociations avec la gouvernance de Grand delta habitat en général et Michel Gontard en particulier, son patron, l'ancien 1^{er} adjoint socialiste de la mairie d'Avignon. « Il s'est engagé à réhabiliter 4 000 logements en 5 ans alors que notre office public n'en rénovait que 130 par an, il en construira 500 par an dans le Vaucluse, nous aurons une minorité de blocage de 36%, les emplois seront préservés, je veillerai personnellement à ce que le personnel ne soit pas laissé sur le bord du chemin. Il faut agir et agir vite avant que les taux d'intérêt ne remontent en flèche, Vallis habitat n'y arrivera pas seul, et je répète que je ne suis pas dans une posture idéologique mais que je prends mes responsabilités d'élue pour défendre les Vauclusiens ».



Les inquiétudes de l'opposition pour le logement social en Vaucluse

Ecrit par le 3 février 2026

Sophie Rigaut, dans l'opposition regrette « Cette fusion, nous aurions préféré un rapprochement gagnant-gagnant dans ce département où 76% des habitants sont éligibles à un logement social. Que se passera-t-il demain ? Les effectifs seront-ils maintenus ? Le montant des loyers aussi ? ». Dominique Santoni rassurera les élus inquiets sur le sort des salariés: « Les primes de vacances sont de 150€ pour Vallis habitat, 1448,50€ pour Grand Delta Habitat, pareil pour l'intéressement 1 800€ pour VH - 2 800 à 7 000€ pour GDH ».

André Castelli dénonce la précipitation de cette décision

Le communiste André Castelli n'y va pas de main morte : « J'ai l'impression d'être au marché aux bestiaux au Puy en Velay? C'est effarant et insultant de parler ainsi de Vallis habitat et de ses agents. Tout est plié d'avance, cette précipitation est inaccoutumée, vous vous levez le matin et soudain vous décidez de fusionner les deux structures ». Réponse cinglante de Dominique Santoni : « Vous lisez votre question malgré tout ce que j'ai dit en ouverture de séance, vous ne m'écoutez pas et vous continuez à avoir une posture politique. Croyez-vous que je me suis levée un matin et que je prenne une telle décision en quelques secondes ? Non, absolument pas, je travaille sur ce dossier qui concerne des centaines d'hommes et de femmes depuis des mois. J'ai étudié les chiffres, vérifié, écouté le point de vue des maires et des spécialistes de l'habitat social avant de penser que cette solution était la meilleure ».

Métropolisation sous-jacente pour le RN, ségrégation pour les Bompard

Marie Thomas de Malleville pour le Rassemblement National prend ensuite la parole : « Vous privatisez le social, le département est phagocyté par une métropolisation sous-jacente, vous cédez gratuitement une partie du patrimoine des vauclusiens et je me demande comment vous allez intégrer 147 fonctionnaires quand vous mettez 10 jours pour remplacer Joris Hébrard, l'ancien maire RN du Pontet qui démissionne du Conseil Départemental pour ne pas cumuler les mandats après son élection comme député ».

Autre prise de position, celle du maire d'Orange, Yann Bompard : « Certains versent des larmes de crocodile sur la disparition de Vallis Habitat, ex-Mistral Habitat, mais ce sont les mêmes qui l'ont tué il y a 20 ou 30 ans. Une ancienne présidente PS avait déclaré haut et fort qu'il n'y aurait un coup de pouce pour Orange et Bollène tant qu'un ou une Bompard serait à la mairie. Pendant tout ce temps-là, on a laissé crever le parc immobilier et ses résidents, les habitants des quartiers de Fourches-Vieilles ou de l'Aygues ont vécu douloureusement cette stigmatisation et cette ségrégation continues ».

« On ne peut plus continuer ainsi. »

Jean-François Lovisolo.

Le débat a continué avec l'élu du canton de Pertuis, Noëlle Trinquier qui dénonce la carence de locations, vu l'état des appartements : « Sur 16 500 logements du parc de Vallis Habitat 702 ne sont pas loués. Ces chiffres de vacances sont inacceptables quand on connaît le nombre de Vauclusiens qui cherchent un toit. Ensuite c'est au tour du nouveau député RN Hervé de Lépinau d'exprimer ses

Ecrit par le 3 février 2026

inquiétudes : « Vous voulez une fusion-absorption à marche forcée, mais quand il y a un absorbeur il y a forcément un absorbé qui n'a plus son mot à dire. Grand delta habitat va construire du neuf plutôt que de remettre en état des appartements insalubres ».

De son côté l'ancien socialiste Jean-François Lovisolo devenu parlementaire macroniste l'annonce : « On a réussi à mettre à genou un outil public et on se retrouve avec des appartements délabrés, insalubres, indignes, on ne peut plus continuer ainsi. Je voterai cette fusion mais je demande la création d'un comité de suivi sur le devenir des personnels de Vallis habitat ». Souhait qui sera mis en œuvre, a assuré dans la foulée la présidente.

Enfin Jean-Baptiste Blanc, élu LR du département et du Sénat et ancien président de Vallis habitat sous la mandature de Maurice Chabert raconte ce qu'il a trouvé en arrivant : « Une situation apocalyptique. On a fait ce qu'on a pu pour mieux gérer. La coopérative c'est une forme juridique qui existe dans des villes de gauche comme Nanterre ou Evry, elle fait partie des outils de l'économie sociale et solidaire, donc cette fusion doit marcher ».

Au bout de deux heures d'échanges tendus, la fusion a été votée : 18 voix pour, 15 contre, une abstention.

Fusion Vallis habitat/Grand Delta habitat : « C'est avant tout une décision politique »

Ecrit par le 3 février 2026



Alors que c'est demain que l'assemblée départementale se réunira en séance plénière pour délibérer sur la fusion de Vallis habitat et Grand Delta habitat, le sénateur socialiste de Vaucluse Lucien Stanzione rappelle qu'il reste indéfectiblement attaché à ce que le bailleur social du département reste un outil de la collectivité publique. Pour lui, ce rapprochement est davantage une volonté politique qu'une décision financière.

Lucien Stanzione, que pensez-vous du projet de fusion des bailleurs sociaux vauclusiens Vallis habitat et Grand Delta habitat dont la validation doit être votée ce vendredi 7 octobre en séance plénière du Conseil départemental de Vaucluse ?

« Concernant la question du logement social, je connais un peu le sujet puisqu'il y a 10 ans j'ai été directeur de Mistral habitat avant que ce bailleur ne change de nom pour devenir Vallis habitat en septembre 2020. J'ai donc connu cette maison pendant plusieurs années et aujourd'hui, ce que je vois va au-delà de ce qui est entendable et faisable. »

Comment cela ?

« Mistral habitat s'est transformé en Vallis habitat après la fusion de Grand Avignon résidences (ndlr : l'ancien OPHLM de la ville d'Avignon puis de l'agglomération) en raison de la loi Alur 1, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové promulguée en mars 2014, qui imposait un parc minimum de 15 000 logements. Vallis habitat est donc un office public d'habitat social. C'est un service public au service des vauclusiens, mis en œuvre par le département de Vaucluse. Il y en a 200 en France et chaque département en est doté. Mais aujourd'hui il y a une décision prise par le conseil départemental, par la présidente Dominique Santoni qui dit : on procède à la dissolution de Vallis habitat et son absorption par

Ecrit par le 3 février 2026

Grand Delta habitat (GDH). Mais pourquoi ? J'ai posé la question : 'pourquoi dissoudre un outil au service du département'. Pas de réponse. »

« **L'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières.** »

Le Département évoque notamment la fragilité financière de Vallis habitat, particulièrement plombé par le mauvais état de son parc de logements ?

« Le relevé individuel de situation fait par la fédération des HLM, qui évalue la santé financière de chaque office public, fait apparaître lors des 3 dernières expertises, que Vallis habitat est plutôt en bonne santé. Ce n'est pas florissant mais la structure est en bonne santé et économiquement viable. De surcroît, le personnel qui est aujourd'hui désarçonné par ce projet de fusion absorption a fait lui aussi réaliser, dans le cadre de son CSE (Comité social et économique), une expertise par un cabinet indépendant qui arrive à la même conclusion : l'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »

« Par ailleurs, [l'Ancols](#) (Agence nationale de contrôle du logement social) a procédé à un contrôle de Vallis. Dans ce cadre, elle vient de rendre son rapport à la présidente Dominique Santoni à qui j'ai demandé de le rendre public. Si vraiment ces conclusions démontrent que cette structure n'est pas viable dans le temps parce que trop de charge, qu'il y a mauvais compte d'exploitation, et que donc il y a une catastrophe à venir. Et bien qu'elle le publie comme cela on aura la certitude de procéder à cette opération avec GDH. »

« Mais face à cela, je suis pour le service public quand on le fait bien fonctionner. Je le suis d'autant plus lorsqu'il s'agit de logement social, surtout lorsque cet outil est vauclusien. Il serait dommage de le sacrifier. Après on se bagarre tous sur des chiffres, mais le vrai souci c'est que c'est une volonté politique. »

La 'fragilité' de Vallis habitat n'est-elle pas liée au fait que, à l'époque, on a associé deux structures (Mistral habitat et Grand Avignon résidences) qui avaient déjà du mal à assurer leur rôle d'outil d'aménagement. Que ce soit dans la production de logements ou dans la capacité de maintenir en état ou de réhabiliter le parc existant ?

« C'est exact, mais la majorité départementale actuelle a eu 7 années pour remédier à cette situation. Mais maintenant, on essaye de me faire porter la responsabilité parce que j'étais là il y a 10 ans.»

« **Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement.** »

Ne paye-t-on pas également aujourd'hui 30 ans de difficultés et de clientélisme, à droite comme à gauche, qui ont amenuisé les marges de manœuvre de Vallis habitat ?

Ecrit par le 3 février 2026

« C'était aussi une responsabilité politique que de prendre les bonnes décisions. Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. Depuis 7 ans, ce n'est quand même pas moi qui ai procédé aux recrutements. Quand on a la responsabilité d'une telle structure, on recrute des cadres du milieu. Il y a de bons salariés, quand il y a de bons cadres. »

« Mais pour avoir un bon niveau de direction, il faut aussi s'en donner les moyens. Je le répète, c'est que l'on n'a pas la volonté politique et que l'on ne prend pas les décisions pour recruter une équipe digne de ce nom. Parce que les personnels présents ne sont pas plus 'mauvais' que les autres dès lors qu'on les anime comme il faut et qu'on leur fixe des objectifs clairs. Ça fonctionne ailleurs, pourquoi cela ne marcherait pas dans le Vaucluse. »

Mais n'est-il pas trop tard, notamment en raison des investissements majeurs à réaliser par Vallis habitat pour jouer pleinement son rôle ?

« C'est vrai que d'un côté on constate qu'il y a une structure qui a du retard et qui construit trop lentement. Mais en face, on a quoi ? On a GDH dont le président Michel Gontard est un grand professionnel du logement social. Il est entreprenant, il est innovant, il construit beaucoup et plutôt de bonne qualité. Très bien. Mais GDH est aussi particulièrement endetté. Le capital apporté par Vallis ne va-t-il pas servir à remonter la structure financière de GDH. Je pose la question, mais personne ne me répond. N'empêche que c'est une réalité. »

« J'ai su par la fédération nationale des offices HLM que le capital de Vallis a été estimé à 800M€ environ. La présidente répond que ce n'est que 204M€ car effectivement elle enlève tout ce qui est comptabilisé en dette aux banques. En-tout-cas, le capital il est là et on va venir capitaliser GDH sans que le département n'en récupère un centime. Là on fait un cadeau à la recapitalisation. »

« Et au final, est-ce qu'on ne va pas faire comme il y a quelques années avec le rapprochement de Grand Avignon résidences. Est-ce que l'on ne va pas prendre le risque de plomber les deux ? Je continue à dire que Vallis habitat peut augmenter sa performance si on s'en donne les moyens. »

Vous vous inquiétez également pour le montant des loyers ?

« Bien sûr il y a un plafonnement du prix au m² qui s'applique à tous les opérateurs du logement social et donc à Vallis habitat et GDH. Mais effectivement, la crainte des locataires c'est de voir désormais les loyers augmenter. On nous dit que c'est encadré tous les ans par l'indice à la construction mais ceci étant il peut y avoir aussi des dérogations au dépassement de cet indice. L'autre revers de la médaille, c'est que le patrimoine de Vallis est beaucoup plus ancien mais en même temps ce sont des loyers beaucoup plus bas car ce sont des logements anciens qui sont déjà amortis. »

Vous rejetez donc l'urgence des arguments financiers ?

« La présidente en parle depuis mai et le vote intervient le 7 octobre. Moins de 6 mois sur un dossier aussi important, bien sûr que c'est trop rapide pour prendre une décision quasiment unique en France de privatisation déguisée d'un office (ndlr : ce sera la 2^e privatisation d'un office HLM après celle réalisée dans le Jura). Car qu'on le veuille ou non, même si c'est une coopérative, GDH est un service privé du logement social, ce n'est plus un service public. »

Ecrit par le 3 février 2026

« Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? »

L'AMF (Association des maires de France) soulignait récemment la dégradation de la situation financière du logement sous la double pression des obligations de rénovations thermiques massives et de constructions nouvelles, qui impacte fortement la dette des bailleurs sociaux. Est-ce que ce rapprochement n'est pas un moindre mal car si ce n'est pas GDH, dont le siège est à Avignon et l'implantation fortement marquée en Vaucluse, cela risque d'être d'autres acteurs nationaux beaucoup plus éloignés du territoire. N'y a-t-il pas un risque à perdre la main ?

« L'argent plus cher concerne tout le monde, mais surtout celui qui est le plus endetté. Et à ce jour Vallis habitat est nettement moins endetté que GDH. Mais effectivement ces incertitudes posent la question de savoir ce que vont devenir Vallis habitat et GDH. Vallis habitat a l'avantage d'être un service public dès lors que l'autorité politique veut le conserver, alors que GDH, qui est dans le secteur l'habitat privé, est très probablement dans la ligne de mire du 1% Logement (ndlr : [Action logement](#)). Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? (ndlr : le président de GDH devrait être en poste pendant 4 ans encore). »

« Et même si madame Santoni dit qu'après la fusion le département aura une minorité de blocage avec 36% des voix au sein du conseil d'administration, croit-on vraiment que cela pèsera bien lourd face au 1% Logement qui arrivera avec des milliards sur la table. Le Département sera alors incapable de suivre financièrement. Pour moi, il y a plus de risques pour la coopérative que pour le service public de perdre la main. Tant que la collectivité dit 'je garde mon office', 'je le fais fonctionner', 'je mets l'argent qu'il faut éventuellement pour le recapitaliser'. Aujourd'hui personne ne peut acheter Vallis, et cela quelles que soient les sommes proposées si la volonté politique est de dire 'on ne vend pas'. »

Il y a quand même un paradoxe à ce que ce soit l'outil public indépendant qui ne tienne pas son rôle d'aménageur en termes de volume de production alors que la coopérative connaît un fort développement et apparaît comme le bon élève du logement social dans le département ? Pour s'en convaincre il suffisait de voir la réaction des maires lors de la dernière assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse qui fustigeaient l'absence de résultats de Vallis et soulignaient la facilité de travailler avec GDH. Lors de l'annonce de la fusion on pouvait également remarquer la présence des maires vauclusiens directement concernés par les projets Anru qui sont vitaux pour le logement social en Vaucluse.

« Le chantier Anru qui débute à Orange dans la cité de l'Aygues à Orange prouve bien que Vallis est capable de mener des projets de ce type-là. Il y a aussi des opérations sur la rocade à Avignon. On en revient toujours à la même problématique. Si on a une bonne équipe, le programme on le démarre et on le mène à bien ensuite. Il n'est jamais trop tard pour bien faire et si l'on n'a pas été bon avant il faut le reconnaître. »

« Par ailleurs, il faut se rendre compte que les maires ne siégeront plus de droit dans le conseil d'administration de GDH, comme c'est le cas à Vallis. Alors bien sûr il peut y avoir des conseillers départementaux également maire, mais les maires en tant que tels, en tant qu'institution communale, il n'y en aura plus alors que leur place est primordiale dans ces structures où se décident les programmes

Ecrit par le 3 février 2026

de construction. Alors oui, certains maires disent 'c'est une bonne opération' mais d'autres disent qu'ils ne sauront plus ce qui se passe chez eux. Mais aujourd'hui il y a une direction politique au Département, avec une présidente qui me fait peur quand elle dit je suis une femme de droite assumée. Donc cela veut dire qu'elle applique la politique à laquelle elle croit et puis c'est tout. Avec les convictions que j'ai, si j'étais président, je ferais autre chose. »

La solution idéale serait donc de rester sur un statu quo ?

« Il faut procéder à une vraie professionnalisation de l'équipe d'encadrement comme déjà évoqué. Il faut aussi relancer le processus de construction en recapitalisant si nécessaire pour se donner les moyens. Il faut également fixer des objectifs clairs avec une présidence à la hauteur avec quelqu'un qui tienne la route. Pourquoi pas la présidente Santoni : elle a la volonté et la détermination. Moi je dis à la présidente : 'il faut y aller' C'est une femme de conviction, de caractère, qui est à la tête d'une structure qui en vaut la peine et sa responsabilité n'est pas d'abandonner le service public. Au contraire c'est de le faire vivre. Sinon on peut privatiser le RSA, l'entretien des routes ou les collèges. Si c'est ça faire de la politique, il faut faire autre chose, il faut être chef d'entreprise. Etre président du département c'est avant tout, comme toutes les collectivités, assumer des responsabilités et parfois même des 'emmerdements'. Sinon on fait autre chose car il ne faut pas abandonner le service public du logement. »

Propos recueillis par Laurent Garcia

Grand Delta Habitat crée Delta Énergie, un fonds d'aide pour les locataires

Ecrit par le 3 février 2026



En réponse à la flambée des prix de l'énergie conjuguée à une importante inflation, la coopérative Grand Delta Habitat soutient le pouvoir d'achat des ménages qu'elle loge en créant un nouveau fonds d'aide, Delta énergie de 400 000€. Un geste 'social et solidaire' qui complète les dispositifs 'Chèque énergie' ainsi que le 'Fonds Solidarité Énergie' accordés par l'État.

« Les prix de l'énergie ont un impact grandissant sur les charges de nos locataires, déplore Michel Gontard, président de la coopérative Grand Delta Habitat. Si l'augmentation des APL neutralise totalement la hausse des loyers à venir, le pouvoir d'achat des ménages est malmené par la flambée des prix de l'énergie qui a une incidence réelle sur le montant des charges et notamment énergétiques.»

La décision émane aujourd'hui du Conseil d'administration de GDH décidée avec les représentants des locataires siégeant au Conseil de concertation locative de la coopérative : CNL (Confédération nationale du logement), Afoc (Association Force Ouvrière des Consommateurs) et CLCV (Association Nationale de consommateurs et usagers).

MH

Ecrit par le 3 février 2026



Copyright Freepick

Grand Delta Habitat, nous étions au 1er pas sur Mars

Ecrit par le 3 février 2026



Grand Delta Habitat a inauguré le 1^{er} pas sur mars sur le futur terrain de 4 300m² qui accueillera les six habitats zéro charge conçus par trois cabinets d'architectes à l'Isle-sur-la-Sorgue.

Nous voici donc arrivé 905, chemin du pont de la sable à l'Isle-sur-la-Sorgue, sur un ancien terrain agricole devenu la propriété de la ville. A côté ? Une zone pavillonnaire ainsi qu'une résidence tranquilles et soignées au nord de la ville, dans un paysage silencieux et verdoyant.

Mission pour GDH ?

'Penser et construire la maison de demain, totalement autonome en énergie. Comment ? En produisant l'énergie de sa propre consommation. Pourquoi la marque déposée à l'Inpi (Institut national de la propriété industrielle) '[Seul sur Mars](#) ?' «Parce que nous voulions faire comme si nous étions seuls sur Mars' et travailler sur des habitats et un mode de vie autonome,» sourit Xavier Sordelet, directeur-général de [GDH](#) qui fait ici référence au film éponyme de 2015 de Ridley Scott avec Matt Damon.

Ecrit par le 3 février 2026



La présentation du projet par les architectes sur le terrain dévolu au projet Seul sur Mars

Comme les opérations de grandes marques automobiles

«Pour nous cette opération est extrêmement importante, souligne Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat car il s'agit de tester trois dispositifs : éolien, solaire et à la géothermie. L'intérêt ? Tester des modèles des solutions comme le font les grandes marques automobiles, via une écurie de Formule 1, dont l'objectif est de passer à la généralisation des process pour le bien commun. Notre rôle est aussi d'être leader en innovation et de diffuser les solutions que nous aurons mises au point.»

Objectif ?

Supprimer totalement les charges énergétiques. «Une idée novatrice de Xavier Sordelet», le directeur-général de la 1^{re} coopérative de France se plaît à rappeler Michel Gontard Président de la structure d'aménagement et de construction de logements.

Ecrit par le 3 février 2026



C'est ce terrain situé 905, chemin du Pont de la Sable à l'Isle-sur-la-Sorgue qui accueillera les habitats 'Seul sur Mars'

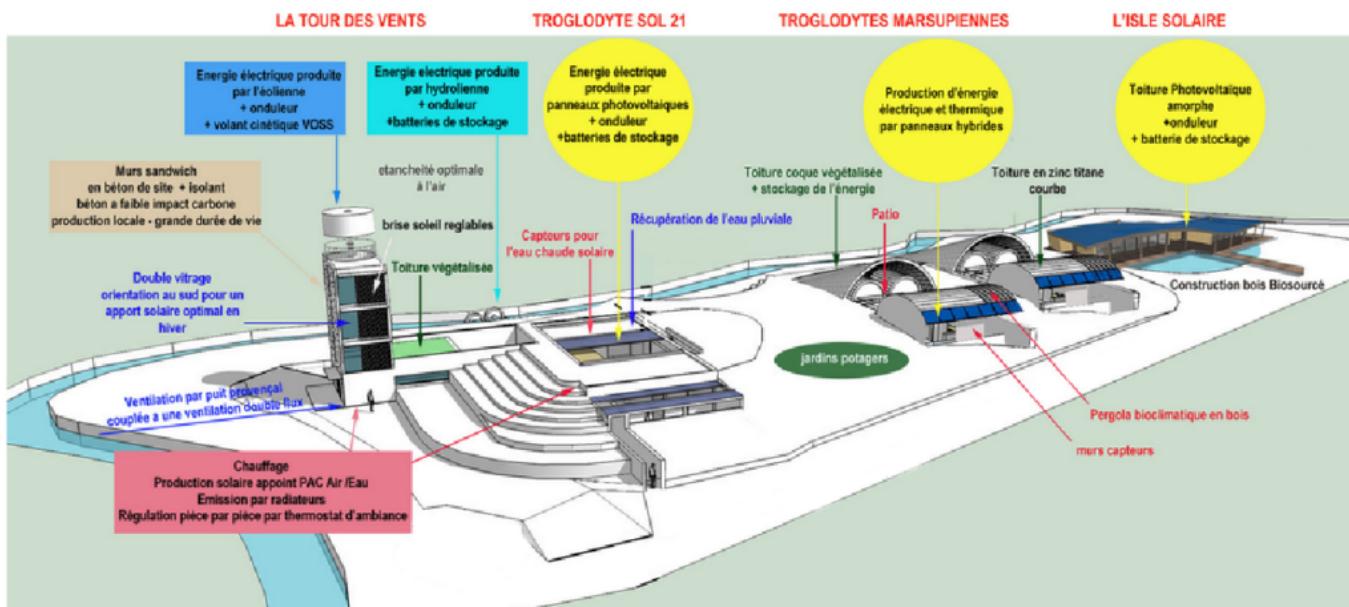
A l'Isle-sur-la-Sorgue

En effet, c'est Pierre Gonzalvès, le maire de l'Isle-sur-la-Sorgue qui, le premier, s'était manifesté pour accueillir l'expérimentation en 2018.

«Nous avons mis un peu de temps pour trouver l'emplacement que nous souhaitions car ce projet n'avait de sens que dans un environnement naturel mais proche des commodités. Ensuite, nous avons dû faire face à la réglementation, notamment celles des raccordements en eau, eaux usées, gaz et électricité alors que notre expérimentation prévoit une autonomie en tout point. Nous ferons donc avec ces raccordements que cependant nous ne souhaitons pas utiliser et irons jusqu'au bout de l'expérimentation », sourit Xavier Sordelet. Le plus important ? «Tirer les leçons de l'expérience. Demander aux habitants comment ils vivent cette autonomie. » Comment seront-ils choisis ? « Par appel à projet car ils devront se soumettre à un cahier des charges détaillé, accepter de vivre en jardin partagé, vivre l'autonomie, ce mode de vie n'est pas forcément facile, il faut accepter d'en faire

Ecrit par le 3 février 2026

l'expérimentation.»



L'ensemble du projet Seul sur Mars

Dans le détail ?

Il y a [La Tour des vents et Sol 21](#) conçus par l'Atelier Avignon architecture. L'un des habitats est une tour surplombée d'une éolienne. Celle-ci déploie un logement sur 4 niveaux. Le second logement est Sol 21, une habitation troglodyte bioclimatique semi-enterrée. [L'Isle solaire](#) par Architecture environnement est un habitat conçu sur pilotis. Et enfin les [Marsupiennes](#) par Map architecture proposent des habitations troglodytes semi-enterrées arborant des toitures en forme de coque en parties enterrées et végétalisées.

L'idée ,

Elle date de 2010 où Vaucluse Logement, puis Vilogia, puis Grand Delta Habitat -les différents noms de l'actuelle coopérative- réfléchissait déjà à augmenter le confort thermique, à minorer les charges des logements et à travailler sur l'aspect environnemental.

Les bailleurs sociaux ? Le devoir d'innover

Avec Seul sur Mars, Grand Delta Habitat bouscule les codes. Aux manettes ? Six cabinets d'architectures réaliseront chacun 2 villas. Le coût prévisionnel du projet ? 3,6M€ dont près de 3M€ en provenance de la Banque des territoires (ancienne Caisse des dépôts et consignation), un peu moins de 110 000€ de subventions émanant de CGLLS (Caisse de garantie du logement locatif social), 15 000€ du Département dévolu aux jardins partagés (sans clôture) et près de 550 000 de Grand Delta Habitat.

Ecrit par le 3 février 2026



Les Marsupiennes, projet Seul sur Mars

Les caractéristiques des demeures Aliens ?

Elles compilent toutes une approche bioclimatique avec des biomatériaux renforcés. Elles prévoient l'autoconsommation et revente des énergies renouvelables : solaire photovoltaïque et thermique, éolien, hydraulien, géothermie, chaleur fatale avec stockage d'énergie. Création de jardins potagers et permaculture ; mise en place du recyclage et compostage ; formation des habitants à la gestion participative de la résidence et à la sobriété énergétique ; suivi et analyse des consommations. A terme, le projet devrait fonctionner en totale énergie. Les charges propres à chaque logement seront couvertes à 85% et les 15% restants devraient être couverts grâce à la revente de l'énergie produite en excédent.

2018, Seul sur Mars

La coopérative Grand Delta Habitat lance un appel à maître d'œuvre pour concevoir 6 habitats à zéro charges sur un terrain situé à l'Isle-sur-la-Sorgue. En 2019, le projet est présenté devant plus de 500 personnes au Palais-de-Papes, en présence du spationaute Patrick Baudry.

2013, 10 villas bas carbone à Mérindol

Les 10 villas de la Garidelle à Mérindol ont reçu le 'Coup de cœur' du jury du concours bas carbone EDF et de l'association régionale HLM Paca & Corse qui récompense la performance énergétique, la maîtrise d'émission de gaz à effet de serre et l'innovation dans le logement social.

Ecrit par le 3 février 2026



L'Isle solaire, projet Seul sur Mars

2012, un 1^{er} bâtiment à énergie positive, la Magnanerie à Jonquieres

Cela a été rendu possible grâce aux 700m² de panneaux solaires sur le toit. La résidence la Magnanerie est même devenue fournisseur d'énergie.Une 1^{re} nationale initiée avec le parrainage de Thierry Repentin, ancien délégué interministériel à la mixité sociale de l'habitat.

2010, 13 villas basse consommation à Monteux

C'est d'ailleurs en 2010 que sont nées les premières villas basse consommation à ossature bois en accession sociale à la propriété dans le hameau de la plaine de Monteux. La communauté des communes des Sorgues du Comtat et la Ville ont même soutenu le projet en accordant une subvention allant de 3 000 à 4 000€ dans le cadre d'un 'pass foncier' et suivant la composition familiale des acheteurs. Le concept a reçu la certification H&E Habitat et environnement, ainsi que le label Effienergie et BBC.

Ecrit par le 3 février 2026



La Tour des vents, projet seul sur Mars

Ils étaient là

Emmanuelle Cosse, Présidente de l'Union Sociale pour l'Habitat et ancienne Ministre du Logement et de l'Habitat durable ; Pierre Gonzalvez, Maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et Michel Gontard, Président de Grand Delta Habitat, ont marqué un premier pas symbolique sur Mars. Justine Renault, Sous-Préfète chargée de la Politique de la Ville de Vaucluse, les élus des communes intéressés par le projet ainsi que les partenaires de Grand Delta Habitat suivent de très près le projet.

Ecrit par le 3 février 2026



De gauche à droite, Pierre Gonzalvès, Emmanuelle Causse, Justine Renault et Michel Gontard

Quand Grand Delta Habitat donne la parole à Emmanuelle Cosse

Ecrit par le 3 février 2026



Emmanuelle Cosse, ancienne ministre du logement et de l'habitat durable sous la présidence de François Hollande (2016-2017) et actuelle présidente de l'Union Sociale pour l'Habitat était invitée par Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat à faire ses premiers pas sur Mars : parrainer la future création de six prototypes d'habitat conçus par trois équipes d'architectes travaillant sur l'autonomie en énergie, zéro charges et l'écologie. L'occasion pour la femme politique de faire un tour d'horizon du logement social.

«Actuellement le mouvement HLM recherche les territoires non pourvus en logements sociaux avec la volonté d'apporter innovation et performance via des logements sobres en consommation car nos entités devront les gérer pour les 100 prochaines années, prévient Emmanuelle Cosse. Pourtant nous connaissons de vrais freins à la construction avec des maires et des habitants très réticents et un État qui soutient plus ou moins les acteurs de la construction HLM.»

Ecrit par le 3 février 2026



Emmanuelle Cosse

Des logements aux loyers accessibles

«Nous sommes les seuls à offrir des prix d'accession ou de location atteignables ce qui explique qu'actuellement nous recevons, au niveau national, 2,3 millions de demandeurs de logement social, -dont cette année 100 000 nouveaux demandeurs-, 700 000 déjà accueillis en logement social mais en demande de mutation, et, enfin, 1,6 million qui ne sont pas dans le logement social mais veulent y entrer. Nous logeons ou avons logé, dans sa vie, 1 français sur 2. Également, des régions qui n'étaient jusqu'alors pas tendues le sont devenues. En cause ? La recherche de biens en location, dans le parc privé, à des prix accessibles.»

Quelle durée pour le bouclier tarifaire énergie ?

«Les enjeux du logement social aujourd'hui ? La production de logements sociaux, accélérer la rénovation du parc social et protéger les locataires et salariés face à l'augmentation de l'énergie, car nous sommes très inquiets à ce sujet, non pas pour cet hiver, mais dans une vision à long terme. Nous réfléchissons à la

Ecrit par le 3 février 2026

manière de sortir de cette dépendance à l'énergie.»

Le logement social en chiffres

«Nous produisons actuellement, en France, 100 000 logements -neufs, rachetés et réhabilités-par an. En réalité ? Il nous faudrait 150 000 nouvelles offres de logements. Actuellement nous rénovons 105 000 logements toujours par an sur un parc français en détenant 5 millions avec un accent tout particulier mis sur la réhabilitation thermique. Sur ce point il faudrait atteindre très rapidement les 120 000 puis les 150 000.»

Le raidissement de collectivités territoriales

«Depuis 2018 les bailleurs sociaux ont été ponctionnés par le budget de l'État de leurs loyers à hauteur de 1,3 milliards chaque année. Cela a ralenti la production en logements neuf ainsi que la réhabilitation et induit une remise en cause et un raidissement dans toutes les collectivités locales sur l'acte de construire, et cela malgré la SRU (Loi solidarité et renouvellement urbain). Ainsi quelques communes autour d'Avignon sont très en retard ce qui amène à un problème de cohérence territoriale,» regrette Emmanuelle Cosse.

Comment séduire les maires ?

«Nous avons pris le parti de proposer aux maires de l'aménagement du territoire, en commençant par la construction de logement social pour ensuite développer le quartier, précise Michel Gontard, ce qui a permis de diffuser le logement sans qu'on puisse y voir une quelconque concentration. Cet angle de vision nous a permis de partager des opérations de logement qu'il s'agisse de locatif ou d'accession à la propriété. Cela a fonctionné parce que tout est pensé en amont. On s'est rendu compte que le quartier vit totalement différemment. L'autre atout ? La qualité d'exécution du logement social reste très qualitative face aux opérations privées ou de défiscalisation. Tout est donc une question de lecture avec les élus.»

Le logement social fête ses 100 ans

«Nous arrivons aux 100 ans du logement social qui est apparu dans les années 1920, détaille Emmanuelle Cosse. En effet, beaucoup d'organismes ont été créés au lendemain de la première guerre mondiale, menant la classe agricole vers la classe ouvrière et vers les métropoles. Aujourd'hui on parle de renaturation, de la ville à la campagne, c'est une totale remise en question. Sur les 600 organismes HLM que nous dénombrons en France, une petite minorité devra grandement s'améliorer ainsi que sa qualité de service auprès de ses locataires.»

Le tourisme impliqué dans le manque de logements

«Une partie de l'habitat est capté par l'activité touristique notamment via les locations saisonnières et autres Airbnb ce qui occasionne une délocalisation des habitants pour se loger. Le logement disparaît ainsi du parc locatif et du marché de l'accession.»

Le problème des bassins de l'emploi

«Certains bassins de l'emploi sont très dynamiques mais avec cependant des niveaux de salaires employés et ouvriers, or il n'y aura que le logement social pour leur proposer un niveau de loyer accessible. C'est en direction de cette population que nous voulons augmenter le nombre de logements

Ecrit par le 3 février 2026

sociaux. En cela nous répondons également aux demandes des entreprises pour loger leurs salariés.»



Michel Gontard

Paca est une zone ultra-tendue

«Paca est une zone ultra tendue tout comme l'Ile-de-France. Avec le Covid on voit très clairement la migration d'habitants de métropoles vers des villes moyennes. C'est très bien par rapport à un rééquilibrage territorial mais cela a éjecté de personnes qui habitaient dans ce patrimoine privé pas très cher, un peu en dehors des villes et qui reviennent dans le logement social typiquement comme l'ouvrier.»

Sortir du logement social

«L'autre souci ? Lorsque l'on rentre dans le logement social, on en sort très peu. Au niveau national plus de 27% des locataires ont plus de 65 ans. 30% de plus de 60 ans et 10% plus de 75 ans. La plupart de ces gens ont eu des parcours d'actifs. Ils ont peut-être commencé leur carrière à un équivalent de 1 100€ et

Ecrit par le 3 février 2026

termineront celle-ci à 1 500€. De même, une grande partie des fonctionnaires en catégorie C connaît des évolutions de salaire extrêmement faibles. C'est la raison pour laquelle nous appuyons l'accès sociale à la propriété pour accompagner ces ménages avec une faible capacité d'emprunt.»

Adaptation des logements au vieillissement de la population

«Nous faisons le pari de garder le plus longtemps possible les ménages vieillissants et autonomes dans leur environnement. La grande question ? Comment amener du service dans le logement ? Voir proposer des résidences 'Autonomie' plus modernes que les foyers logements. Beaucoup des locataires sont arrivés avec les bailleurs sociaux, depuis les années 1950, 60. Ainsi il est important que les personnes désormais âgées restent dans le cadre de vie qu'elles maîtrisent.»

L'Énergie

«Près de 70% de notre patrimoine est géré en chauffage collectif. C'est le bailleur qui achète l'énergie, la redistribuant aux locataires. 30% sont donc en chauffage et eau chaude individuels ce qui ne nous permettra pas de les aider. On ne pourra pas négocier leur électricité et leur gaz. Les bailleurs sociaux ? Ils achètent l'énergie en masse et tous les 3, 4 ans. Nous avions jusque-là des tarifs intéressants en volume. Notre inquiétude ? Que les ménages choisissent entre payer le loyer ou les charges. On réfléchit donc à accompagner les locataires en les sensibilisant aux éco-gestes, en achetant de l'électroménager moins énergivore comme la machine à laver et le frigo qui sont les appareils les plus énergivores, à ne pas chauffer au-delà de 19°.»

Le chèque énergie

«On s'est aperçu que nous avions beaucoup de locataires qui recevaient le chèque énergie -adossé aux revenus- mais ne savaient pas l'utiliser. Les agents de proximité les accompagnent en remplissant le formulaire, car il n'est intéressant que lorsqu'il arrive chez les fournisseurs mais la plupart du temps il reste chez les gens qui parfois même le confondent avec la publicité. Également lorsque le bailleur social est en charge du fournisseur, les locataires ne peuvent en bénéficier puisqu'ils ne sont pas titulaires du contrat. Là encore nous allons voir comment agir. Il y a beaucoup d'endroits où les gens, malheureusement, ne les utilisent pas et c'est très dommage.»

Quant au petit déjeuner pris avec Cécile Helle, marie d'Avignon ?

«Nous avons fait un point avec Cécile Helle en évoquant les enjeux de la réhabilitation et la nécessité pour les organismes d'HLM d'accélérer les réhabilitations, les opérations Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine), » a relaté brièvement Emmanuelle Cosse.

«Cécile Helle souhaite que les opérations Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) accélèrent le mouvement, » a confié Michel Gontard.

Dans un prochain article les habitats innovants de Grand Delta Habitat 'Seul sur Mars' à l'Isle-sur-la-Sorgue.

Ecrit par le 3 février 2026



Emmanuelle Cosse et Michel Gontard